



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 17 janvier 2023



Loi de finances 2023 : Des avantages fiscaux pour encourager l'investissement

Une journée d'information portant sur les différents avantages fiscaux introduits dans le cadre de la loi des finances 2023 a été organisée, ce lundi, à l'initiative de l'association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), au siège de la direction générale d'Algérie poste.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Comptes devises : les taux de rémunération trimestriels fixés

La Banque d'Algérie (BA) a dévoilé, sur son site web, les taux d'intérêts appliqués aux dépôts sur les comptes devises, pour le premier trimestre de l'année 2023. Ces taux viennent en application de l'instruction n 01-2022, du 5 janvier 2022, relative aux conditions de rémunération des comptes devises, stipulant que les dépôts à terme des personnes physiques sont rémunérés au taux de placement fixé par la Banque d'Algérie.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Loi organique liée aux lois des finances: une bonne gouvernance financière et plus d'indépendance aux gestionnaires](#)

Le responsable du département de l'organisation des budgets et contrôle des dépenses publiques à la Direction générale du Budget relevant du ministère des Finances, Samir Saïbi a affirmé dimanche à Oran que l'application de la loi organique du 15-18 relative aux lois des finances de l'exercice 2023 vise à assurer une bonne gouvernance financière et donner plus d'indépendance et de responsabilité aux gestionnaires publics.



[Exportation hors hydrocarbures : les opérations quasiment défiscalisées](#)

« L'acte d'exporter est quasiment défiscalisé », a indiqué lundi Mme Amel Abdelatif, directrice générale des impôts au ministère des Finances, en marge d'une journée d'étude sur les mesures prévues dans la Loi de finances 2023, organisée à Alger en collaboration avec l'Association des Banques et établissements financiers (ABEF).



[Le pétrole marque le pas après 7 séances de hausse d'affilée : Le baril s'essouffle](#)

Hier à 15h40, le Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, reculait de 86 cents par rapport à la séance précédente pour afficher 84,42 dollars. Les semaines passent mais ne se ressemblent pas.



[Toutes les infrastructures énergétiques sont «hautement sécurisées» : Sonatrach rassure ses partenaires](#)

Plus de 400 millions de dollars consacrés à la protection des sites énergétiques en 2021. Le dispositif assurant la sécurité des installations, des sites et des canalisations de Sonatrach a énormément évolué depuis l'attaque terroriste contre le complexe gazier de Tiguentourine à In Amenas (wilaya d'Ilizi), perpétrée il y a tout juste dix ans, le 16 janvier 2013. Preuve en est: pour la seule année 2021, «la Compagnie nationale des hydrocarbures a consacré plus de 400 millions de dollars (environ 58 milliards de dinars) à la protection de ses installations énergétiques névralgiques», a révélé avant-hier à Alger, le P-DG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar.

[Dr. Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI : « Rendre l'économie algérienne plus résiliente, durable, diversifiée et inclusive »](#)

«Des perspectives macroéconomiques défavorables en 2023 et un dosage difficile en matière de politiques publiques pour y faire », pronostique le Dr. Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI. Selon lui, «les trois pôles de croissance (Etats-Unis, Europe et Asie) font face en simultanéité à une phase de ralentissement économique qui pourrait pousser 1/3 des pays de la planète vers une récession en 2023 ».



[Amel Abdelatif: « l'acte d'exporter est quasiment défiscalisé » : Loi de finances 2023](#)

En marge d'une journée d'étude sur les mesures prévues dans la Loi de finances 2023, organisée en collaboration avec l'Association des Banques et établissements financiers (ABEF), Mme Amel Abdelatif, directrice générale des impôts au ministère des Finances a indiqué que « l'acte d'exporter est quasiment défiscalisé ».



[Le FMI met en garde contre la dégradation de la coopération et du commerce internationaux sur l'économie mondiale](#)

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde contre le recule de la coopération et du commerce internationaux pourrait contribuer à la contraction de l'économie mondiale et nuire aux pays à faible revenu.



[Douanes Algériennes : le montant de devise autorisé en voyage](#)

Nous vous dévoilerons dans cette édition du 16 janvier 2023 le montant de devise autorisé par les douanes algériennes pour toutes les catégories de voyageurs. Ne ratez pas la suite de ces lignes pour connaître tous les détails.

[SELON UNE ANALYSE DU SITE AMÉRICAIN "FOREIGN POLICY" : L'Algérie est devenue incontournable](#)

L'Algérie, un pays incontournable, c'est ainsi qu'est perçu notre pays par le site américain Foreign Policy qui évoque, dans un rapport détaillé, la place importante qu'il occupe sur la scène internationale.



[Exportation hors hydrocarbures : les opérations quasiment défiscalisées](#)

« L'acte d'exporter est quasiment défiscalisé », a indiqué lundi Mme Amel Abdelatif, directrice générale des impôts au ministère des Finances, en marge d'une journée d'étude sur les mesures prévues dans la Loi de finances 2023, organisée à Alger en collaboration avec l'Association des Banques et établissements financiers (ABEF) rapporte la Radio nationale.



[La Banque Nationale de l'Habitat agréée](#)

La Banque Nationale de l'Habitat-SPA est agréée en qualité de Banque, en vertu de la Décision n° 22-03 du 29 décembre 2022 publiée au Journal officiel n°90. « En application des articles 70 et 92 de l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003, modifiée et complétée, relative à la monnaie et au crédit, la Banque Nationale de l'Habitat-SPA, est agréée en qualité de Banque », lit-on dans la Décision signée par le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah-Eddine Taleb.



[Loi de finances 2023 : Les avantages fiscaux exposés](#)

Les nouvelles dispositions de la loi de finances 2023, relatifs, entre autres, aux nouvelles dispositions fiscales et douanières ainsi que les avantages fiscaux, dans l'objectif d'encourager l'investissement et la production nationale par la création d'un climat des affaires favorable, ont été présentés ce lundi, lors d'une journée d'information sur la loi de finances 2023 organisée par l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) à la direction générale de la Poste à Alger.



Les comptes extérieurs de l'Algérie repassent au vert : Macroéconomie, santé retrouvée

L'objectif macroéconomique a été quasiment atteint, à savoir rétablir les comptes extérieurs et rompre avec les déficits chroniques ayant suivi le contre-choc pétrolier de la mi-2014. La bonne rentabilité du baril de Brent et la bonne moisson des exportations hors hydrocarbures y sont pour beaucoup.



REMPART

On ne badine pas avec la sécurité quand il s'agit d'une entreprise aussi vitale pour le pays que Sonatrach et c'est au prix d'un système fiable que le client accorde sa confiance au fournisseur algérien.



Edification de l'Algérie nouvelle Consolidation de l'Etat de droit

L'institution de l'Etat de droit en Algérie a permis dans son sillage, à la fois, de parfaire l'unité nationale qui est un des objectifs fondamentaux de l'action de redressement engagée depuis 2019, de réaliser une économie moderne et substantielle, de mieux définir les responsabilités à tous les niveaux et d'assurer l'unité d'action qu'exige toute entreprise de développement. Elle a également permis, à la limite d'élaborer la personnalité nationale authentique et originale faite de l'effort de tous les héritages culturels et d'apporter ainsi une contribution à la civilisation de l'universel. Cela justifie le choix du moment qui se renforce à travers les réformes institutionnelles et structurelles que connaît le pays depuis trois années et constituent une étape importante dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle visant à consolider les fondements d'un Etat de droit répondant aux aspirations du peuple, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune depuis son élection à la magistrature suprême du pays le 12 décembre 2019.

Amorce de réformes profondes : Ce processus s'est concrétisé progressivement par l'amorce des réformes politiques et institutionnelles profondes, décidées par le président Tebboune, en vertu de la Constitution de novembre 2020, notamment à travers l'élaboration des textes juridiques et la mise en place des organes et des institutions nouvellement créés mais aussi une détermination politique à jeter les fondements d'un Etat de droit fort de ses institutions et

adossé sur les principes de moralisation de la vie publique, la consécration de l'indépendance de la justice et la mise de la gestion des affaires publiques à l'abri du pouvoir de l'argent.

Réforme globale de l'Etat : Selon la détermination du président Tebboune il s'agit, en fait, d'une réforme globale de l'Etat dans tous ses démembrements et des institutions de la République à même d'assurer l'avènement d'un Etat de droit au service du peuple, un Etat moderne promoteur de développement et garant de l'intérêt général de la nation. Dans cet esprit, consolidation de l'Etat de droit est, et demeurera la condition sine qua non pour asseoir tout sentiment d'appartenance au sein du peuple et l'amener à s'impliquer dans tout ce qui touche la Nation et la défendre. La bonne gouvernance est en même temps le corolaire de l'Etat de droit et l'une des conditions essentielles pour sa concrétisation.

Axe fondamental de l'action du gouvernement : C'est là un axe de travail fondamental de l'action du gouvernement de M. Aymen Benabderrahmane. Il s'agira au cours de l'année 2023 de poursuivre la concrétisation de la mise en application du programme présidentiel, notamment un développement économique soutenu et durable orienté vers la prise en charge des besoins fondamentaux des citoyens et la création des conditions favorables à leur épanouissement. C'est dire que la conjoncture économique particulièrement favorable que connaît le pays sera mise à profit par le gouvernement à poursuivre et à renforcer la mise en œuvre du programme de développement économique et social qui vise une croissance forte et durable.

A partir de là, les efforts engagés seront relayés par la coopération avec les partenaires étrangers. C'est ainsi que l'apport des IDE sera encouragé en ayant l'esprit que l'économie algérienne est dépendante des hydrocarbures. Pour ce faire, l'Etat à travers le nouveau Code de l'investissement a mis en place des dispositifs inclusifs pour encourager le secteur public, privé et les IDE à s'orienter vers les secteurs autre que celui des services afin de favoriser la création de nouvelles entreprises qui seront un véritable facteur de développement et de croissance.

La prochaine période verra la concrétisation de plusieurs projets : Dans ce cadre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune lors de la dernière entretenu périodique accordée à des représentants des médias nationaux, a affirmé que l'Algérie fournissait toutes les garanties pour capter les investissements directs étrangers (IDE) dans divers secteurs, ajoutant que la prochaine période verra la concrétisation de nombreux projets. "Tout un chacun est convaincu aujourd'hui que l'investissement en Algérie est rentable et loin d'être une aventure. C'est un investissement sûr grâce notamment à la possibilité de transférer les bénéfices ".



هكذا تباع سيارة بالتقسيط لدى البنك الوطني الجزائري

حدد البنك الوطني الجزائري تدابير وشروط بيع السيارات بالتقسيط وفق المعاملات الإسلامية، بعد أن تحصل على ترخيص من طرف المجلس الإسلامي الأعلى وبنك الجزائر.



صدور مقرر اعتماد "البنك الجزائري للإسكان" في الجريدة الرسمية

وقع محافظ بنك الجزائر مقورا يتضمن اعتماد البنك الوطني للإسكان. حسب ما جاء في العدد الأخير من الجريدة الرسمية لسنة 2022. وينصّ المقرر المؤرخ في 29 ديسمبر 2022، على اعتماد الشركة ذات الأسهم المسماة "البنك الوطني للإسكان" بصفة بنك.



صندوق النقد الدولي يحذر من آثار تراجع التعاون والتجارة الدولية

حذر صندوق النقد الدولي من تراجع التعاون والتجارة الدولية الذي قد يساهم في انكماش الاقتصاد العالمي والإضرار بالبلدان منخفضة الدخل. أفاد تقرير صادر عن الصندوق بأن هناك سياسات حكومية تساهم في عكس مسار التكامل الاقتصادي العالمي. مثل القيود المفروضة على التجارة والهجرة وتدفقات رأس المال عبر الحدود.



حسابات "الدوفيز" .. بنك الجزائر يحدد معدلات الفائدة المطبقة خلال الثلاثي الأول لـ2023

كشف بنك الجزائر، على موقعه الإلكتروني، معدلات الفائدة المطبقة على الحسابات بالعملات الأجنبية للثلاثي الأول من عام 2023. كما تأتي هذه الفوائد تطبيقا للتعليمية رقم 01-2022، المؤرخة في 5 جانفي 2022، المتعلقة بشروط مكافأة الحسابات بالعملات الأجنبية. التي تنص على مكافأة الودائع في حسابات العملات الأجنبية للأشخاص الطبيعيين حسب معدلات الفائدة المحددة من طرف بنك الجزائر.



بنك الـ BNA يحدد شروط بيع السيارات بالتقسيط. تعرف عليها

كشفت البنك الوطني الجزائري عن شروط بيع السيارات بالتقسيط وذلك وفق الصيرفة الإسلامية. وجاء ذلك بعد حصوله على الترخيص من قبل المجلس الإسلامي الأعلى وأيضا بنك الجزائر.



"المساء" تنشر المحاور الكبرى لمشروع النص المعدل

السيولة النقدية الاستيعابية والعملية الرقمية.. جديد قانون النقد والقرض- * "تقنين" الصيرفة الإسلامية وعهدة من 4 سنوات لمحافظة بنك الجزائر- * بنوك استثمارية ومكاتب للصرف وتعزيز حوكمة بنك الجزائر ومجلس النقد والقرض

تضمن مشروع قانون النقد والقرض إصلاحات هامة، أبرزها العودة لنظام العهدة لمحافظة بنك الجزائر"، الذي كان مكرّسا في قانون 1990، حيث حدّدت بـ 4 سنوات تجدد مرة واحدة، مع منح صلاحيات جديدة لمجلس النقد والقرض، لا سيما في مجال اعتماد البنوك الاستثمارية والبنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع والوسطاء المستقلين، مع الترخيص بفتح مكاتب الصرف، واستحداث لجنة الاستقرار المالي لمراقبة وإدارة الأزمات لدى "بنك الجزائر"، فضلا إصدار العملة الرقمية وتنظيم أدق للصيرفة الإسلامية. ويهدف مشروع القانون الذي تحوز "المساء" نسخة منه إلى "دعم وتكييف النظام القانوني والتنظيمي، استجابة للتحوّلات الاقتصادية والمالية العميقة ومواجهة التحديات التقنية والتكنولوجية والسماح بالانفتاح على فاعلين جدد."

LOI ORGANIQUE LIÉE AUX LOIS DES FINANCES

Assurer une bonne gouvernance financière et plus d'indépendance aux gestionnaires

La balance commerciale enregistre un excédent de 18,1 Mds Usd durant les 11 premiers mois de 2022. La balance commerciale de l'Algérie a enregistré durant les 11 premiers mois de 2022 un excédent de l'ordre de 18,1 Mds Usd, dépassant ainsi les prévisions officielles qui prévoient un excédent de 17,1 Mds Usd en 2022, a indiqué dimanche un responsable au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le sous-directeur du suivi et de l'appui des exportations au ministère du Commerce, Houari Abdellatif, a fait savoir que la balance commerciale avait atteint, durant la période allant de janvier à novembre 2022 un niveau «très positif», après avoir enregistré un excédent de l'ordre de 18,1 Mds Usd, contre 1,8 Mds Usd en 2021. Les exportations hors hydrocarbures représentent 11% du taux global des exportations, ce qui est «une première historique», où l'économie algérienne a réussi à augmenter son quota des exportations hors hydrocarbures à «un taux à deux chiffres», a-t-il ajouté.

Les exportations hors hydrocarbures ont réalisé jusqu'à fin novembre dernier 6,06 Mds Usd, soit une augmentation de 36% par rapport à la même période de 2021, a poursuivi le même responsable, prévoyant que la valeur des exportations pourrait se situer en fin 2022 entre 6,5 et 7 Mds Usd. Selon M. Houari, «ces chiffres records» sont le fruits d'efforts d'exportation vers près de 147 pays à travers le monde, en tête desquels les pays européens. La France intervient en tête avec plus de 700 millions Usd, suivie de l'Italie (415 millions Usd) et de l'Allemagne (264 millions Usd), a-t-il précisé. Pour le continent américain, les États-Unis figurent en tête du classement avec des exportations avoisinant 415 millions de dollars. S'agissant des pays africains, la Côte d'Ivoire occupe la première place (70 millions de dollars), suivie du Niger (63 millions de dollars), du Ghana, de la Mauritanie et du Sénégal (30 millions de dollars chacun). Concernant les exportations hors hydrocarbures vers les pays arabes, la Tunisie arrive en tête avec 124 millions de dollars, puis la Jordanie (55 millions

de dollars), l'Irak et la Syrie (20 millions de dollars chacun). A propos des produits exportés hors hydrocarbures, les engrais arrivent en tête de liste pour une valeur de 1,7 milliards de dollars, soit une hausse de 28% par rapport à la même période en 2021, suivis du fer et acier avec plus de 500 millions de dollars (+ 30 %), le ciment près de 400 millions de dollars (+93%) et les détergents avec plus de 48 millions de dollars après n'avoir pas dépassé 1 million de dollars durant la même période en 2021, a fait savoir le responsable. Selon M. Houari, de nouveaux produits ont battu les records dans l'exportation à l'instar des détergents et du carton (plus de 9 millions de dollars), les boissons minérales et gazeuses (près de 17 millions de dollars) et autres produits fortement prisés dans les pays africains. M. Houari a affirmé que les pouvoirs publics s'emploient à maintenir la dynamique élevée dans les exportations hors hydrocarbures afin de réaliser 10 milliards de dollars en 2023 et 15 milliards de dollars en 2024.

GUICHET UNIQUE DES GRANDS PROJETS D'INVESTISSEMENT

22 projets étrangers enregistrés

Les investisseurs étrangers qui se sont manifestés depuis l'adoption du nouveau code de l'investissement semblent être intéressés par les secteurs des travaux publics, de l'agriculture et des énergies renouvelables.

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - Le directeur des études chargé de la gestion du guichet unique des grands projets et des investissements directs étrangers auprès de l'Agence algérienne de la promotion des investissements (AAPI), Ahmed Berrichi, a fait savoir que le nombre des projets d'investissement enregistrés au niveau de ce guichet unique est de l'ordre de 29 projets.

Parmi ces projets, 22 sont lancés par des investisseurs étrangers ou en partenariat avec des étrangers alors que les 7 autres concernent des opérateurs nationaux, a précisé M. Berrichi, hier lundi, en marge d'une journée d'information sur les dispositions fiscales et douanières contenues dans la loi de finances 2023, organisée par l'Association des banques et établissements financiers (Abef) au siège d'Algérie Poste à Bab Ezzouar (Alger).

Le montant global de ces projets dépasse, selon le même orateur, 92 milliards de dinars et permet la création de quelque 3 700

postes d'emploi. Quant aux secteurs concernés par ces projets d'investissement, la même source a souligné qu'il s'agit des matériaux de construction, les énergies renouvelables, l'agriculture et les industries manufacturières.

Un seul projet dans le secteur automobile a été enregistré. Il s'agit de celui du groupe Stellantis qui vise le lancement d'une usine Fiat en Algérie et qui avait signé, avant la fin de 2022, le nouveau cahier des charges ainsi qu'une convention avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) en application de l'accord-cadre signé avec le ministère de l'Industrie portant lancement du projet de construction automobile en Algérie de la marque italienne.

M. Berrichi a indiqué que le montant de chaque projet dépasse 2 milliards de dinars. En effet, la nouvelle loi sur l'investissement a prévu plusieurs nouvelles mesures pour faciliter les investissements étrangers en Algérie, dont la création d'un guichet unique pour trai-



Photos : DR

ter les projets d'investissement dont le montant est égal ou supérieur à 2 milliards DA.

La journée d'information a été l'occasion pour les responsables des douanes et des impôts d'expliquer les mesures fiscales et douanières contenues dans la loi de finances 2023.

En marge des travaux, la directrice générale des impôts, Amel Abdellatif, a affirmé que l'acte d'exporter est quasiment défiscalisé par la LF 2023.

Elle a expliqué dans une déclaration à la presse que le texte prévoit plusieurs facilitations

et des mesures incitatives pour encourager les exportations hors hydrocarbures dont l'exonération des impôts.

Lors de la journée d'information, les représentants de la Direction générale des impôts ont présenté les dispositions fiscales contenues dans le texte, évoquant notamment les mesures d'incitation à l'investissement et les mesures fiscales dans le cadre de la finance islamique.

Parmi les mesures de simplification et d'harmonisation des procédures fiscales, la LF 2023 a exclu l'application de la taxe

annuelle sur les véhicules particuliers de neuf places de moins de cinq années d'âge, afin de réduire la charge fiscale des entreprises établies en Algérie.

Des assouplissements des conditions de déductibilité des charges lors de la détermination du résultat fiscal imposable à l'IBS ou à l'IRG sont également accordés, avec un relèvement de 300 000 DA à 1 000 000 DA en TTC du seuil admis pour la déductibilité des charges payées en espèces.

Les reversements des retenues à la source (salaires, pensions et rentes viagères) pour les contribuables, soumis au régime simplifié des professions non commerciales, sont effectués désormais trimestriellement, au lieu de mensuellement et les titulaires des professions non commerciales soumis au régime de l'IFU auront, aussi, la possibilité d'opter pour le régime simplifié.

Des représentants de la Direction générale des douanes ont présenté, quant à eux, les dispositions douanières contenues dans le texte.

K. A.

Loi organique du 16-18 relative aux lois des Finances

«Plus d'indépendance et de responsabilité aux gestionnaires publics»

«L'application de la loi organique du 15-18 relative aux lois des Finances de l'exercice 2023 vise à assurer une bonne gouvernance financière et donner plus d'indépendance et de responsabilité aux gestionnaires publics», c'est ce qu'a indiqué, dimanche à Oran, le responsable du département de l'organisation des budgets et contrôle des dépenses publiques à la Direction générale du Budget relevant du ministère des Finances, Samir Saïbi.

En marge d'une journée d'études régionale sur cette loi organique, qui a vu la participation des gestionnaires des finances des wilayas d'Oran, de Saïda et de Mascara, M. Saïbi a indiqué que ce texte «devrait améliorer la gouvernance financière et donner davantage de responsabilité aux gestionnaires des deniers publics de manière générale et matérialiser dans les faits le principe de la valorisation et de contrôle pour préserver l'argent public». Le responsable du département de l'organisation des budgets et contrôle des dépenses publiques à la Direction générale du Budget relevant du ministère des Finances a rappelé que dans ce cadre, les services du ministère des Finances s'attèlent à «matérialiser dans les faits une bonne gestion budgétaire pour l'application d'un nouveau système budgétaire reposant essentiellement sur la gestion par des programmes tel que contenu dans les textes de la loi organique relative aux lois des finances».

Après avoir établi de nouvelles règles de gouvernance budgétaire, un des axes inscrits au titre de la réforme financière prévue dans le Plan d'action du Gouvernement pour mettre à exécution le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le même responsable a souligné que le nouveau régime budgétaire inclut l'application des principes de bonne gouvernance, axée sur les objectifs de performance, la modernisation des outils budgétaires et l'utilisation de

l'outil informatique. «Une bonne gouvernance repose sur la gestion d'obligation de résultats qui permet désormais plus d'indépendance et de responsabilité aux gestionnaires et qui répond aux objectifs par des critères d'évaluation et de contrôle», a ajouté M. Saïbi. Par ailleurs, l'intervenant, au cours de la rencontre, a rappelé que jusqu'à présent, douze Décrets exécutifs, deux décisions, plusieurs circulaires, un glossaire de termes et divers autres documents ont été élaborés afin de clarifier et d'interpréter les nouveaux outils et mécanismes, dont une partie a été initiée dans le cadre de l'élaboration du budget programme de l'Etat pour l'année 2023. Il a évoqué le programme élaboré par le ministre des Finances en décembre 2020 qui a permis la formation de plus de 200 formateurs qui ont lancé, ces derniers jours, ces journées de formation au profit des différents acteurs devant intervenir dans la préparation et la mise en œuvre du budget de l'Etat. Dans ce cadre, M. Saïbi a assuré que «des travaux sont en cours pour mettre en place des systèmes d'information en lien avec la préparation et l'exécution du budget du programme dans les meilleurs délais possibles». Pour sa part, le directeur régional du Trésor à Oran, Fodil Abdelkader, a expliqué que grâce à cette loi organique, la gestion budgétaire entrera en vigueur sur la base des moyens fixés préalablement à la gestion par les finances, ce qui ajoutera, a-t-il dit, «une transparence aux dépenses des fonds publics et permettra de surveiller et d'évaluer la performance des gestionnaires». «Les mesures prévues par la loi organique permettront l'identification des besoins, selon les programmes, les estimations réelles des dépenses avec la mise en place de mécanismes permettant de faire face aux situations d'urgence», a ajouté M. Saïbi.

Djamila Sai

LA BNA PROPOSE UN CRÉDIT
AUTOMOBILE

Financement de 85 % de la valeur du véhicule

La responsable du département bancaire à la Banque nationale d'Algérie, Amina Athamnia, a révélé que la BNA propose un prêt pour l'achat d'une voiture à condition que cette dernière soit fabriquée en Algérie. En marge d'un forum sur la Loi de finances 2023, la responsable de la BNA a déclaré que « le produit est disponible au niveau de la banque depuis août dernier, vu que la licence leur a été attribuée de la part de la Cour suprême du Conseil islamique et la Banque d'Algérie ». Athamnia a indiqué que le financement s'élève à 85% de la valeur de la voiture et que le paiement se fera sur 5 ans. Concernant les conditions « la personne doit avoir un revenu régulier ce qui lui permettra de rembourser le prêt ». Avant de conclure « s'il y a un changement dans les lois, la BNA s'adaptera aux changements et accompagnera les citoyens dans le processus d'achat d'une voiture ».

Sarah O.

مشروع قانون النقد والقرض ينزل إلى البرلمان نهاية العهدة المفتوحة لمحافظة بنك الجزائر

الجهات الفاعلة غير الخاضعة لمراقبة بنك الجزائر، لاسيما من خلال تحقيقات إحصائية. ويعي المشروع الحماية للصيرفة الإسلامية الممثلة في المنتجات والخدمات المصرفية المطابقة لمبادئ الشريعة الإسلامية الصادرة عن الهيئة الشرعية للإفتاء للصناعة المالية الإسلامية، التي تتم تلك الموجودة من قبل وتساهم في تهيئة الادخار. وتبعاً لذلك نص مشروع القانون على اعتماد البنوك والمؤسسات المالية التي تقوم بالعمليات المصرفية المتعلقة بالصيرفة الإسلامية حصراً، وكذا الحفاظ على الشبائك المخصصة لذلك. والجديد في المشروع إدراج رقمنة المدفوعات من خلال إدخال شكل رقمي من العملة النقدية (العملة الرقمية للبنك المركزي)، التي يطورها بنك الجزائر ويصدرها ويسيرها ويراقبها، وتسمى "الدينار الرقمي الجزائري"، الذي سيشكل في ما بعد دعماً للشكل المادي للعملة النقدية. وتضمن التشريع الجديد توسيع مهمة بنك الجزائر في مجال الأمن ومراقبة أنظمة الدفع لتشمل نظم المقاصة والتسوية وتسليم الأدوات المالية.

فد. جمال

المعاملات المصرفية والشمول المالي. وسعيًا لتوسيع نطاق التشاور، فإن تركيبة هاتين اللجنتين تشترك الجهات الفاعلة والمؤسسات ذات الصلة بمهام كل منهما. وفي حالة حدوث أزمة استثنائية غير متوقعة ومعلن عنها، على غرار جائحة كوفيد 19، تم اقتراح إدخال تدبير جديد يسمح لبنك الجزائر بمنح تسبيق للجزائرية العمومية. وفي السياق ذاته وحفاظاً على الاستقرار المالي، ينص مشروع التعديل على إدراج منح السيولة الاستعجالية، كملاذ أخير، لبنك ذي ملاءة يواجه ضغوط سيولة مؤقتة. ويقترح التعديل أدوات جديدة للسياسة النقدية بهدف جعلها أكثر نجاعة وتعزيزاً لأليات انتقالها، كما أنه يتيح تكييف أدوات التدخل على مستوى السوق النقدية مع خصوصيات العمليات المصرفية، لاسيما تلك المتعلقة بالصيرفة الإسلامية والتمويل الأخضر. ويفرض توسيع إمكانية الوصول إلى المعلومات المتعلقة بالقرض، ينص مشروع القانون على إلزامية انخراط هيئات القروض الأخرى، غير الخاضعة لإشراف بنك الجزائر، في مركزيات المخاطر والمستحقات غير المدفوعة. كما تم التنصيص على توسيع نطاق الالتزام بالتبليغ عن المعلومات والبيانات إلى بعض

يوسع صلاحياته لاعتماد البنوك الاستثمارية والبنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع والوسطاء المستقلين ويرخص بفتح مكاتب الصرف ويجعل من اللجنة المصرفية سلطة إشراف. ويهدف تحفيز تمويل الاقتصاد، يقترح أن تكون اللجنة المصرفية الهيئة الوحيدة المخولة للفصل في أي مخالفة من قبل البنوك والمؤسسات المالية، فيما يتعلق بالتعرض للمخاطر، لاسيما منها خطر القرض. ويلزم المشروع البنوك والمؤسسات المالية بوضع قواعد داخلية متينة للحكومة تحدد على وجه الخصوص سلطات ومسؤوليات الهيئة المدارة والهيئة التنفيذية، كما يقترح وضع نظام صادر عن مجلس النقد والقرض، يحدد الشروط والقواعد التفصيلية التي توطن التمويلات التي يمكن منحها للجهات المرتبطة بالبنك أو بالمؤسسة المالية ولتمكين بنك الجزائر من إرساء مهمته المتمثلة في الاستقرار المالي، تم استحداث لجنة الاستقرار المالي وتكليفها بالمراقبة الاحترازية الكلية وإدارة الأزمات. كما ينص على استحداث اللجنة الوطنية للدفع المكلفة بإعداد مشروع الإستراتيجية الوطنية لتطوير وسائل الدفع الكتائبية ومتابعة تنفيذها، بعد موافقة السلطات العمومية، بهدف تعزيز

● ينهي مشروع قانون النقد والقرض الجديد مرحلة العهدة المفتوحة لمحافظة بنك الجزائر امتداداً للتوجه الجديد في العديد من المؤسسات الرسمية، إذ ينص على عهدة واحدة قابلة للتجديد مرة واحدة من أربع سنوات. ونصت الصياغة الجديدة للمادة 13 من المشروع الذي صادق مجلس الوزراء عليه مؤخراً على عهدة من أربع سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة، كما تم تقليص عدد نواب الرئيس إلى اثنين بدلاً من ثلاثة حالياً. ينص القانون الجديد على تولي إدارة بنك الجزائر محافظ يساعده ثلاثة نواب محافظ، يعين جميعهم بمرسوم من رئيس الجمهورية دون تحديد العهدة. وقالت الحكومة في تقديم المشروع إنه يهدف إلى تكييف النظام القانوني والتنظيمي استجابةً للتحويلات الاقتصادية والمالية عميقة التحديات التقنية والتكنولوجية والسماح بالانفتاح على فاعلين جدد، مشيرة إلى أنه يتضمن تعزيز حوكمة كل من بنك الجزائر ومجلس النقد والقرض واللجنة المصرفية والبنوك والمؤسسات المالية. ويخول مشروع القانون، حسب ما جاء في عرض الأسباب، مجلس النقد والقرض صلاحيات جديدة تمكنه من مراقبة التحويلات التي تشهدها البيئة المصرفية، إذ

الشروق تنشر أهم محاور مشروع القانون النقدي والمصرفي

مكاتب لصرف "الدوفيز" ودينار رقمي جزائري

اعتماد البنوك الاستثمارية والبنوك الرقمية وبنوك إسلامية متخصصة

استحداث لجنة الاستقرار المالي للمراقبة الاحترازية الكلية وإدارة الأزمات

لجنة وطنية للدفع وتكريس وسائل التسديد الكتابية لاحتواء السوق السوداء

الترخيص بفتح مكاتب صرف واعتماد بنوك إسلامية متخصصة وأخرى رقمية، واستحداث الديتار الرقمي الجزائري لأول مرة، وجعل إصداره حصريا لبنك الجزائر، مع تكريس الدفع بالوسائل الكتابية لاسترجاع أموال السوق الموازية، هو أهم ما تضمنه مشروع القانون النقدي والمصرفي، المتواجد اليوم على مكتب المجلس الشعبي الوطني، بعد تمريره في مجلس الوزراء.

إيمان كيموش



إدراج وتسبير ومراقبة الدينار الرقمي
حصريا لبنك الجزائر

وينص مشروع القانون أيضا على إدراج رقمنة المدفوعات من خلال إدخال شكل رقمي من العملة النقدية "العملة الرقمية للبنك المركزي"، التي يطورها بنك الجزائر ويسيرها ويراقبها وتسمى "الدينار الرقمي الجزائري" الذي سيشكل فيما بعد دعما للشكل المادي للعملة النقدية.

ويتص رقمنة النظام المصرفي أيضا على انفتاح النظام البنكي المصرفي على البنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع إلى جانب توسيع وسائل الدفع لتشمل العملة الإلكترونية، ومن جهة أخرى تم توسيع مهمة بنك الجزائر في مجال الأمن ومراقبة أنظمة المقاصة والتسوية وتسليم الأدوات المالية، وينص هذا المشروع على إرساء وتأسيس الطابع اللامادي في المبادلات مع البنوك والمؤسسات المالية ومقدمي خدمات الدفع.

وتتص المادة 2 من مشروع قانون القرض والنقد على أن العملة النقدية في شكلها المادي من أوراق نقدية وقطع نقدية معدنية، يمكن أن تأخذ شكلا رقميا، وتسمى العملة الرقمية للبنك المركزي "الدينار الرقمي الجزائري"، ويعود للدولة امتياز إصدار العملة النقدية عبر التراب الوطني، ويحدد عن طريق أنظمة تتخذ طبقا لأحكام هذا القانون إصدار الأوراق النقدية والقطع النقدية المعدنية وشروط إصدار وتطوير العملة الرقمية للبنك المركزي وقواعد تسبير ورقابة العملة الرقمية لبنك الجزائر. وتتص المادة 4 على أنه للأوراق النقدية والقطع النقدية المعدنية وكذا العملة الرقمية للبنك المركزي التي يصدرها بنك الجزائر دون سواء، سعر قانونية وقوة إبرائية غير محدودة، وتتص المادة 5 تفقد الأوراق النقدية والقطع النقدية المعدنية التي تكون موضوع تدبير بالسحب من التداول، قوتها الإبرائية إن لم تقدم للصرف في أجل 10 سنوات.

والمؤسسات ذات الصلة بهام كل منهما، وفي حال حدوث أي أزمة استثنائية غير متوقعة ومعلن عنها، على غرار جائحة كوفيد 19، تم اقتراح إدخال تدبير جديد يسمح لبنك الجزائر بمنح تسبير للقرض العمومية، وحفاظا على الاستقرار المالي ينص مشروع التعديل على إدراج منح السيولة الاستعجالية كملاد أخير لبنك ذي ملامحة يواجه ضغط سيولة مؤقتة، وأدرج هذا التعديل أدوات جديدة للسياسة النقدية، بهدف جعلها أكثر نجاعة وتميزا لأليات انتقالها.

كما أن مشروع القانون الجديد يتيح تكيف أدوات التدخل على مستوى السوق النقدية مع خصوصيات العمليات المصرفية لاسيما تلك المتعلقة بالصرافة الإسلامية والتمويل الأخضر (تمويل يستهدف تحقيق النمو الاقتصادي مع الحد من التلوث وانبعاثات غازات الاحتباس الحراري، وتقليل النفايات إلى الحد الأدنى، وتحسين كفاءة استخدام الموارد الطبيعية).

وليتوسيع إمكانية الوصول إلى المعلومات المتعلقة بالقرض، ينص مشروع القانون على إلزامية انخراط هيئات القروض الأخرى، غير الخاضعة لإشراف بنك الجزائر، في مركزيات المخاطر والمستحقات غير المدفوعة، كما تم النص على توسيع نطاق الالتزام بالتبليغ عن المعلومات والبيانات إلى بعض الجهات الفاعلة غير الخاضعة لمراقبة بنك الجزائر، لاسيما من خلال تحقيقات إحصائية.

ووفق ذات الوثيقة، تجسد الصيرفة الإسلامية من خلال منتجات وخدمات مصرفية مطابقة لمبادئ الشريعة الإسلامية الصادرة عن الهيئة الشرعية للإفتاء للصناعة المالية الإسلامية والتي تتم الإجراءات الموجودة من قبل وتساهم في تعبئة الادخار، وينص هذا المشروع، على اعتماد البنوك والمؤسسات المالية التي تقوم بالعمليات المتعلقة بالصيرفة الإسلامية حصرا، وكذا الحفاظ على الشبايك المخصصة لذلك.

كما ينص المشروع الجديد على استحداث لجنة الاستقرار المالي وتكليفها بالمراقبة الاحترازية الكلية وإدارة الأزمات على مستوى البنوك، وإنشاء اللجنة الوطنية للدفع المكلفة بإعداد مشروع الاستراتيجية الوطنية لتطوير وسائل الدفع ومتابعة تنفيذها، مع تمكين بنك الجزائر لأول مرة في حال الأزمات، على غرار كوفيد 19، من التسبير للقرض العمومية، واللجوء إلى السيولة الاستعجالية كملاد أخير. وحسب مشروع القانون النقدي والمصرفي، الذي اطلمت "الشروق" على نسخة منه، فإن القانون الجديد جاء استجابة للتغيرات الاقتصادية والمالية العميقة والتحديات التقنية والتكنولوجية بهدف السماح بالانفتاح على فاعلين جدد، حيث يقترح القانون إعادة تنظيم المهدة بالنسبة لمحافظ بنك الجزائر، ونواب المحافظ وإعادة تنظيم تركيبة كل من مجلس إدارة البنك ومجلس القرض والنقد ويخول هذا القانون لمجلس القرض والنقد صلاحيات جديدة تمكنه من مراقبة التحولات التي تشهدها البيئة المصرفية، ويوسع صلاحياته لاعتماد البنوك الاستثمارية والبنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع والوسطاء المستقلين ويرخص بفتح مكاتب صرف.

كما يجعل القانون من اللجنة المصرفية سلطة إشراف بهدف تحفيز تمويل الاقتصاد، ويقترح أن تكون اللجنة المصرفية الهيئة الوحيدة المعولة للفصل في أي مخالفة من قبل البنوك والمؤسسات المالية فيما يتعلق بالتعرض للمخاطر، لاسيما منها خطر القرض، وتلزم البنوك والمؤسسات المالية بوضع قواعد داخلية متينة للحكومة تحدد على وجه الخصوص سلطات ومسؤوليات الهيئة المدولة والهيئة التنفيذية.

ويقترح بوضع نظام صادر عن مجلس القرض والنقد، تحدد فيه الشروط والقواعد التفصيلية التي توطن التمويل التي يمكن منحها للجهات المرتبطة بالبنك أو بالمؤسسة المالية، لتمكين بنك الجزائر من إرساء مهمته المتمثلة في الاستقرار المالي، تم استحداث لجنة الاستقرار المالي وتكليفها بالمراقبة الاحترازية الكلية وإدارة الأزمات، كما تم أيضا إنشاء اللجنة الوطنية للدفع، المكلفة بإعداد مشروع الاستراتيجية الوطنية لتطوير وسائل الدفع ومتابعة تنفيذها، بعد موافقة السلطات العمومية، بهدف تعزيز المعاملات المصرفية والشمول المالي.

أدوات جديدة للسيولة النقدية
في حال الأزمات

وسميا لتوسيع تركيبة التشاور، فإن تركيبة هاتين الهيئتين تشترك فيهما الجهات الفاعلة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger